

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 NANCY CEDEX

NANCY, le 09/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PAPREC RESEAU Agence Paprec Lorraine**

262 rue du Pré à Varois  
54670 CUSTINES

Référence : BV/NW/1987\_2022  
Code AIOT : 0006209303

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2022 dans l'établissement PAPREC RESEAU Agence Paprec Lorraine implanté Rue des trappiers - 54380 DIEULOUARD. L'inspection a été annoncée le 14/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC RESEAU Agence Paprec Lorraine
- Rue des trappiers - 54380 DIEULOUARD
- Code AIOT : 0006209303
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation de transit, tri et regroupement de déchets issus pour l'essentiel de la collecte sélective de déchets auprès des particuliers.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- action nationale performance et tri dans les installation de tri, traitement, regroupement de déchets
- sécurité incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**La fiche de constat suivante est susceptible de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 8.1.4	/	Précisions à apporter sous 15j

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
2	Traçabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 8.1.1.2	/	Sans objet
3	Moyen de lutte Contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 7.5.6	/	Sans objet
4	Moyen de lutte Contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 7.5.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats éléments échangés lors de la visite n'ont pas mis en évidence de non conformités à l'exception du stock de bois.

L'exploitant précisera sous 15 jours à réception du rapport, s'il est concerné par un surstockage de bois brut. Le cas échéant, il précisera les mesures prises ainsi que le délai envisagé pour y remédier.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, traçabilité des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection une copie de ses registres de déchets entrants et sortants pour le mois d'août 2022. L'exploitant tient 1 registre d'entrée, et 1 registre de sortie. Les éléments transmis n'appellent pas de remarques quant aux informations de traçabilité prescrites par les articles 1 et 2 de l'AM du 31/05/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 8.1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, zone de chalandise
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La priorité suivante doit être donnée par l'exploitant pour la réception, le tri et le traitement de déchets non dangereux en fonction de leur lieu de production : > priorité 1 [...] Meurthe et Moselle > priorité 2 [...] Meuse, Moselle et Vosges > priorité 3 [...] Bas Rhin et Haute-Saône > priorité 4 [...] Région de Wallonie, Sarre, Rhénanie Palatinat et Luxembourg Tout apport de déchets non dangereux provenant de départements, régions ou pays non visés ci-dessus pourra être autorisé sous réserve d'une demande de l'exploitant assortie d'un avis favorable émis par l'autorité compétente [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré avoir réceptionné des déchets en provenance des départements de la Meurthe et Moselle, de la Meuse et de la Moselle, collecte sélective organisée par les collectivités ou professionnels.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Moyen de lute Contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 7.5.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Confinement des eaux d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement d'une capacité minimale de 1300 m <sup>3</sup> est constitué par un bassin de rétention de 900 m <sup>3</sup> doté d'un dispositif de fermeture implanté sur sa canalisation de sortie et par un volume de 400 m <sup>3</sup> constitué par les canalisations en voirie. Le volume de 1300 m <sup>3</sup> doit rester disponible en permanence. Le dispositif de fermeture doit pouvoir être actionné de manière automatique ou manuelle dès la détection d'un incident sur le site. Une procédure particulière est établie par l'exploitant [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une cuve métallique destinée à la collecte des eaux d'extinction, dont la capacité est de 1100 m <sup>3</sup> , à laquelle s'ajoute le volume des canalisations de voirie estimées par l'exploitant à 400 m <sup>3</sup> . S'agissant de la cuve, l'exploitant a déclaré être équipé de deux pompes de relevage électriques, dont une de secours, dont la vérification de leur fonctionnement est réalisée trimestriellement lors des exercices incendies.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Moyen de lute Contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Moyen de lute Contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones contenant des déchets combustibles de natures différentes doivent être sectorisées de manière à prévenir les risques de propagation d'un incendie. Les installations doivent être équipées de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :  > un ou plusieurs appareils d'incendie [...] dont un implanté à 200 mètre au plus du risque [...] > un système de détection et d'alarme incendie pour le bâtiment « papiers » n°2 [...] Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme qualifié.
<b>Constats :</b> L'exploitation dispose d'un gardien présent en permanence (salarié de l'entreprise logé sur place). L'exploitant a présenté plusieurs rapports de vérification des moyens de luttés contre l'incendie : > extincteurs en date du 09/12/2021 > RIA en date du 07/02/2022 > caméras thermiques en date du 17/12/2021 Aucune non conformité n'a persisté au terme des vérifications effectuées par les organismes qualifiés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2014, article 8.1.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Identification des différents entreposages
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, ruissellements, infiltrations dans le sol, odeurs...). La durée moyenne de stockage des déchets ne dépasse pas neuf mois. La hauteur de stockage ne dépasse pas 6 mètres.
<b>Constats :</b> Les conditions de stockage des déchets n'appellent pas de remarques de l'inspection, hormis pour le stock de bois brut implanté au Sud du site. L'exploitant dispose de deux zones de stockage. Le bois broyé est stocké sous auvent, tandis que le bois brut est stocké à l'air libre. Si l'exploitant a déclaré souffrir des difficultés techniques que connaît la chaufferie qui constitue son exutoire unique de valorisation, il lui appartient d'organiser son stockage pour respecter la hauteur maximale de 6m qui lui est prescrite par arrêté. L'exploitant précisera sous 15 jours à réception du rapport, s'il est concerné par un surstockage de bois brut. Le cas échéant, il précisera les mesures prises ainsi que le délai envisagé pour y remédier.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet